COMMUNIQUÉ

L'Etat cible et réprime la mobilisation lycéenne : relaxe immédiate !

Hier matin, devant le lycée du Parc des Loges, la préfecture a passé un cap dans sa dynamique répressive. Alors que le lycée était évacué suite à des explosions de pétards à l'intérieur, que des centaines de lycéennes et de lycéens étaient amassés pour leur sécurité sur le parvis, la police a estimé bon d'appliquer les arrêtés préfectoraux liberticides pris depuis deux semaines par la préfète contre la mobilisation lycéenne. Dans un contexte calme et pacifique, les services de police ont visiblement ciblé méticuleusement pour des raisons politiques 5 jeunes appartenant à des organisations de jeunesse et 3 adultes afin de les interpeller et de les placer en garde à vue.

Les organisations syndicales et politiques alertent sur le ciblage et le fichage de leurs militant·es : voilà ce qui est opéré par l'État et ses représentants (préfète, proviseurs, etc.). Soyons clairs, ces méthodes servent à organiser la répression politique et syndicale à l'aide d'arrestations arbitraitres.

Les arrêtés pris chaque jour depuis deux semaines pour interdire les rassemblements ne font que faire monter la pression au sein de nos lycées. En empêchant l'expression libre et organisée des jeunes, la préfecture fait le pari du chaos. Face à des revendications justes, des mobilisations pacifiques et des jeunes qui ne demandent rien de plus qu'un avenir digne, l'État doit écouter et agir en conséquence. À la place, il préfère envoyer les forces du désordre – CRS, police, BAC – armées de matraques, de gaz lacrymogènes et de LBD contre des mineur·es sans défense ni hostilité pour brutaliser le débat public et museler un peuple qui souffre.

Ce qui se joue là n'est pas anodin : alors qu'on essaye de briser notre communauté éducative, parfois de nous fracturer en nous montant les uns contre les autres, nous le répétons haut et fort : nous, élèves, étudiant·es, enseignant·es, personnel·les de l'Éducation nationale et parents, faisons front commun face à la répression.

Nous exigeons :

- La fin des arrêtés liberticides pris quotidiennement, systématiquement et abusivement contre les mobilisations lycéennes.
- La relaxe de personnes injustement interpellé·es.
- La suppression des fichiers d'identité composés ces dernières semaines.
- L'arrêt immédiat de la répression policière qui s'exerce face aux lycéen·nes, étudiant·es et travailleur·euses mobilisé·es

Tant que toutes les revendications ne seront pas satisfaites, nous continuerons de nous mobiliser !